

ot à dire s publics ?

« Il faut autre chose qu'une mesure bling-bling »

Anne-Emmanuelle Bourgaux (ULB-UMons) est favorable au creusement de la logique des budgets participatifs. En évitant toutefois incohérences et travaux bâclés.

Que pensez-vous de l'initiative flamande ?

Des initiatives comme celles-ci servent à renforcer le pouvoir des citoyens et à nourrir de l'intérieur le lien entre électeurs et élus. Sans cela, leur relation est solitaire, de cinq ans en cinq ans, à l'occasion d'élections. Qu'il soit ici question d'un budget participatif me semble encore plus intéressant. Car on a pu constater jusqu'ici une tendance inverse avec notamment la consultation populaire régionale, votée avec la sixième réforme de l'Etat, qui exclut les budgets des thématiques relevant de la consultation populaire. Or, s'il y a bien une matière qui intéresse les citoyens et de laquelle il ne faut pas les exclure, c'est celle-là. En outre, comme l'on traverse une période budgétaire difficile, avec ce que cela sous-entend d'arbitrages difficiles, cela serait une manière de rendre ces arbitrages moins difficiles.

Mettre les citoyens face à des réalités budgétaires, cela aurait des vertus pédagogiques ?
Oui, exactement. L'homme politique Léon Troclet l'expliquait bien. Pour lui, les mécanismes qui associent plus étroitement les citoyens à la

décision politique - on ne parlait pas encore de budgets participatifs - ont des vertus pédagogiques. Car non seulement cela oblige les politiques à expliquer leurs décisions, mais en plus, cela oblige les citoyens à sortir d'un positionnement « anti ». Si l'on s'appuie sur une analyse du droit public, on se rend compte qu'à l'origine, la tendance était de donner davantage de garanties démocratiques en matière budgétaire et fiscale. A l'époque, cela se faisait via le contrôle parlementaire, vu alors comme la quintessence en termes de garanties démocratiques.

Favoriser les budgets participatifs, est-ce susceptible de contrebalancer les expressions de plus en plus insistantes de défiance à l'égard des représentants politiques, des systèmes démocratiques ?
Il y a aujourd'hui une telle défiance que ce n'est pas en favorisant une mesure que l'on va tout changer. Mais c'est déjà cela ! Et c'est déjà très bien que la Flandre veuille s'engager sur cette voie. Mais encore faut-il voir exactement ce qu'il y a derrière l'intention flamande.

Vous voulez dire par là qu'il y a des balises à mettre ?
Je suis bien évidemment favorable à toutes les mesures qui accroissent la démocratisation. Mais je me pose tout de même certaines questions par

rapport à cette annonce. Il ne faut pas que ces budgets participatifs soient des mesures bling-bling. Il faut davantage que des mesures instaurées ponctuellement ou expérimentalement. Il faut éviter d'envoyer des messages paradoxaux aux citoyens - « Votre avis compte au niveau flamand mais pas au niveau fédéral... » ou « Votre avis sur les questions budgétaires, on en veut bien dans le cadre du budget participatif mais pas lors d'une consultation populaire ». Si l'on veut dépasser l'effet d'annonce et créer de véritables droits pour les citoyens, il faut une réflexion sérieuse et penser ensemble le cadre constitutionnel dans lequel s'inscrivent ces nouvelles mesures.

Aujourd'hui, l'autonomie constitutive qui délimite les compétences des Régions en matière organisationnelle est encore pensée dans les termes « participation des citoyens = suffrage universel ». A présent, nous évoluons vers de nouvelles formes de participation citoyenne. Il est donc nécessaire de repenser et clarifier le cadre juridique, par exemple au sein du Sénat, afin d'éviter de faire les choses à moitié. A défaut de clarifier le cadre dans lequel s'inscrivent ces mesures, la porte est ouverte à des mesures qui ne seraient que cosmétiques. ■

Propos recueillis par
MATHIEU COLINET

la carte blanche



Pierre Mayeur Président de l'ASBL Ex Æquo, association de santé communautaire gay

VIH-Sida : pour arrêter l'épidémie, donnez-nous les moyens!

L'ASBL Ex Æquo réagit à la parution des dernières données épidémiologiques sur le VIH en Belgique. L'association souligne que le taux de contamination parmi les hommes ayant des rapports sexuels avec des hommes, en particulier à Bruxelles, reste préoccupant.

Le 18 novembre, la musique s'est arrêtée rue du Marché au Charbon. La communauté gay de Bruxelles se rassemblait pour rappeler un message simple : les hommes qui ont des rapports sexuels avec d'autres hommes (HSH) représentent encore aujourd'hui la population la plus impactée par le VIH en Belgique, mais il pourrait en être autrement. Selon les derniers chiffres de l'Institut de santé publique, ils concernaient 52 % des nouveaux diagnostics dont le mode de transmission est connu.

Une homophobie encore trop présente et l'absence de moyens suffisants dans une prévention ciblée dans les groupes où l'épidémie est la plus forte constituent une grande partie de l'explication. Alors qu'on continue à noter une diminution globale des nouvelles infections en 2016, chez les HSH, elles n'ont que très faiblement diminué.

Pourtant, nous pourrions arrêter l'épidémie, d'autres sont clairement dans cette voie. San Francisco a réduit le nombre de nouvelles infections de moitié en quatre ans. Londres, de 20 % en un an. Dans les deux cas, l'effort

a porté sur les HSH et c'est chez eux que la diminution a été la plus remarquable. À Bruxelles, ville où a lieu la majorité des transmissions en Belgique, les chiffres stagnent, alors qu'ailleurs, on a reconnu que les grandes villes étaient déterminantes dans l'épidémie et que des politiques ambitieuses, comprenant des actions ciblées dans les populations clés pouvaient faire la différence.

Nous pourrions arrêter l'épidémie, les outils sont prêts. Si ces villes réussissent, c'est entre autres parce qu'elles ont utilisé pleinement la diversité des nouveaux outils. Outre le préservatif, qui ne réussira pas à lui seul à arrêter l'épidémie, aujourd'hui, les dépistages (démédicalisés, par des pairs formés ou en auto-test), la PrEP (ce médicament qui, pris avant un rapport, limite très fortement les risques), les traitements (qui permettent de vivre en bonne santé et empêchent la transmission), les outils de réduction des risques, etc. permettraient d'offrir à chacun une protection efficace correspondant à ses choix de vie.

Nous pourrions arrêter l'épidémie, les communautés sont mobilisées. Depuis le début de l'épidémie, le VIH a surtout touché des communautés qui étaient déjà stigmatisées et discriminées, y compris dans les soins. Très vite, pourtant, ces communautés se sont mobilisées. Elles se sont informées, formées, elles ont pris soin de leurs pairs et développé une expertise

et des réseaux permettant d'amener un accompagnement et des soins de qualité vers les plus exclus d'entre eux. Elles se sont aussi battues pour défendre leur place et leurs droits contre la violence et les discriminations qui constituent encore un moteur de l'épidémie.

Nous pourrions arrêter l'épidémie, donnez-nous les moyens. Nous avons les connaissances et les réseaux pour diffuser les outils au sein de la communauté et créer des espaces de confiance pour permettre à tout le monde d'accéder à la prévention et aux soins, y compris ceux d'entre nous que la prévention classique n'atteint pas, y compris ceux qui n'osent pas parler, y compris sur internet, dans les saunas, les soirées privées, les parcs, les lieux de drague divers.

Pour cela, il ne manque que l'engagement de moyens ambitieux, dans une stratégie de santé publique donnant une place de choix aux grandes villes et permettant aux principales communautés de prendre en main les outils et d'être à l'abri des violences et discriminations.

Nous pourrions arrêter l'épidémie, mais le voulons-nous ? Il y a quelques mois, l'excellent film *120 battements par minute* nous a rappelé le chemin que nous avons parcouru pour sortir d'une épidémie de sida qui tuait quasi systématiquement. Nous pourrions maintenant passer à l'étape suivante, la fin de l'épidémie en Belgique. Voulons-nous en être à la hauteur ? ■

c'est vous qui le dites

Des JO en danger

Le président Donald Trump a imposé d'autres sanctions à la Corée du Nord pour la punir du tir de missile de mardi dernier. Les provocations de ce pays voyou s'étant multipliées ces dernières années, je suis surpris que les États-Unis puissent encore être en mesure de le sanctionner. Quoi qu'il en soit, force est d'admettre que les dites sanctions n'ont aucun effet sur Kim Jong-un. Il faudra bien un jour tenter une autre approche, plus dissuasive, de préférence avant les Jeux olympiques d'hiver de PyeongChang (« Paix » et « Prospérité »), en Corée du Sud, qui se tiendront du 9 au 25 février 2018. Rappelons que la ville hôte est à 80 kilomètres de la frontière nord-coréenne ! Dans l'Antiquité, les pays en guerre faisaient une trêve pour participer aux JO. Kim, lui, avec l'esprit de contradiction qu'on lui connaît, pourrait bien en profiter pour faire la guerre. Si j'étais un athlète, je refuserais de participer dans ces conditions...

SYLVIO LE BLANC

Mobilité à Bruxelles : trente ans de perdus...

Beaucoup de bon sens dans ce que déclare l'ancien patron de la Stib Alain Flausch dans un entretien au Soir de lundi. Malheureusement, il y a deux choses qu'il ne dit pas, ou qu'il faut sans aucun

doute comprendre comme sous-entendus. Les mesures de régulation de la voiture en ville qu'il propose sous-entendent un réseau de transports en commun optimal et performant, ayant une capacité réelle d'incitation à abandonner la voiture. Ce réseau doit reposer sur une structure de lignes de métro beaucoup plus étendue qu'aujourd'hui, et pas principalement sur un maillage de lignes de bus de rabattement, qui restent englués dans le trafic et font des trajets beaucoup trop longs (...)

L'autre sous-entendu est que la politique de mobilité doit être une politique en faveur de la fluidité du trafic, quel qu'il soit, et pas contre certains modes de transport. En effet, rétrécir les routes et installer des sites propres pour les transports publics (en rognant sur la place dédiée à la voiture) accroissent la congestion du trafic, transports en commun inclus ! Cela se fait aussi au détriment de la vitesse commerciale des véhicules sur roues - et même des véhicules ferrés lorsque ceux-ci rejoignent et empruntent des tronçons communs. On en revient donc au préalable de l'incitant puissant à prendre le transport en commun que constitue un réseau performant. Malheureusement, pour celui-là comme pour d'autres choses, on a perdu 30 ans (...)

ANDRÉ WEISSENBERG

le tweet



Alex Taylor Journaliste, animateur télé et radio franco-britannique



Nigel Farage furieux que la Grande-Bretagne paie ce qu'il appelle « une facture » pour quitter l'UE, mais qui n'a nullement l'intention de renoncer à sa retraite de 70.000 livres de député européen (couverte par cet argent). Ce serait donc aux autres Européens de la payer ?

LE SOIR

À lire sur plus.lesoir.be dans la rubrique Opinions, la carte blanche du collectif AchACT et de ses organisations membres (ACRF, CNC-11.11.11, CNE, CSC, FGFB, FGFB-Centrale Générale, Gresea, écoconso, Oxfam-Magasins du Monde, Oxfam Solidarité, SETca, Solidarité mondiale, Solidarité Socialiste, Test-Achats...) qui s'interroge sur les conditions humaines dans lesquelles le maillot de nos Diables rouges est confectionné ainsi que sur son prix de vente, qui s'élève à 90 euros.

